

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Brésil

Résumé

Une publication du SER de Brasília
Semaine du 15 septembre 2025

Le chômage poursuit son plus bas historique, porté par l'emploi formel

Le marché du travail reste dynamique, avec un chômage à 5,6% en juillet et un nombre de personnes occupées en hausse de 2,4% sur un an à 102,4 millions. L'emploi formel et le secteur des services soutiennent cette progression, tandis que l'emploi informel stagne.

Montée en puissance des investissements chinois : quelles perspectives pour le Brésil ?

En 2024, le Brésil est la 3^{ème} destination mondiale des IDE chinois et la 1^{ère} parmi les émergents, avec 4,2 Md USD de flux. Historiquement concentrés sur l'énergie, les investissements se diversifient depuis 2020 vers divers secteurs, dont l'automobile. Ce dernier a représenté 14% des projets en 2024, avec l'ouverture en 2025 des usines BYD et GWM. Toutefois, ces implantations reposent encore largement sur l'importation de composants, limitant l'impact local en termes d'emplois et de valeur ajoutée.

Eau et assainissement : cinq ans de transformations au Brésil, portées par la montée des PPP

Depuis 2020, le Brésil a enregistré de nets progrès dans l'accès à l'eau (+6,3 millions de foyers raccordés, soit 85,9% des ménages) et à l'assainissement (+12,9%, atteignant 69,9%). Le nouveau cadre légal du secteur, adopté en 2020, a fixé l'objectif d'universalisation d'ici 2033 et ouvert la voie aux partenariats public-privé (PPP). La participation privée progresse rapidement et les investissements atteignent des records, avec 84 Md BRL (13,4 Md EUR) mobilisés entre 2020 et 2023.

Graphiques de la semaine : Evolution du résultat primaire du gouvernement central

Évolution des marchés

Indicateurs	Variation sur la semaine	Variation cumulée sur l'année	Niveau
Bourse (Ibovespa)	+2,1%	+21,2%	145 594
Risque-pays (CDS 5 ans Br)	-6,9%	-40,1%	128
Taux de change USD/BRL	-1,8%	-14,3%	5,29
Taux de change €/BRL	-1,3%	-2,5%	6,25

Note : Données du jeudi à 10h localement. Sources : Ipeadata, Investing, Valor.

LE CHIFFRE A RETENIR :

2^{ème}

C'est la position du Brésil dans le classement mondial des taux d'intérêts réels les plus élevés en septembre, avec 9,5%, derrière la Turquie (12,3%) et devant la Russie (4,8%).

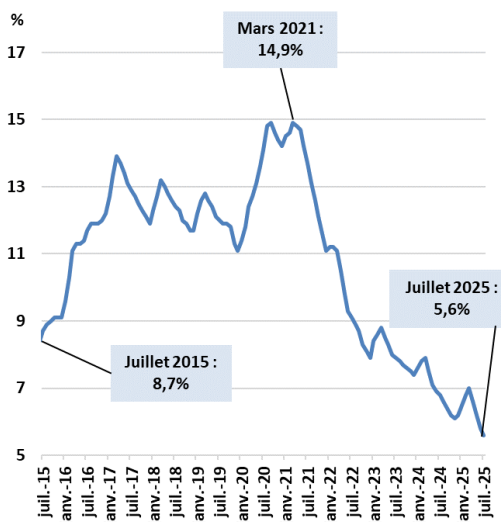
Source : MoneYou

Actualités macro-économiques & financières

Le chômage poursuit son plus bas historique, porté par l'emploi formel

Le marché du travail brésilien poursuit sa trajectoire positive, avec une nouvelle hausse de l'emploi et des revenus, et une baisse marquée du chômage qui atteint un nouveau plus bas historique. Selon l'Institut brésilien de statistique (IBGE), le **taux de chômage est tombé à 5,6% en juillet**, son niveau le plus bas depuis le début de la série en 2012. Ce chiffre représente une amélioration par rapport au mois précédent (5,8%) et à juillet 2024 (6,8%), tout en dépassant légèrement les attentes du marché (5,7%).

Taux de chômage (% , trimestre mobile)



Source : IBGE

Le nombre de chômeurs recule à **6,1 millions**, soit une baisse de 15,9% en glissement annuel (7,3 millions un an plus tôt).

La population occupée (formelle et informelle) atteint **102,4 millions** de

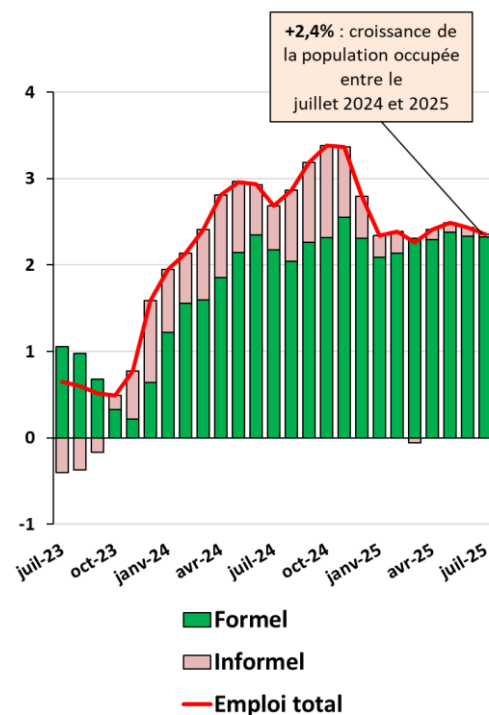
personnes, en hausse de 2,4% sur un an, et ce malgré un fort resserrement monétaire (taux directeur Selic relevé de 10,5% à 15% entre septembre 2024 et juin 2025). En parallèle, la population en âge de travailler a progressé de 0,8% sur un an. **Le taux d'emploi – rapport entre les personnes occupées et la population en âge de travailler – s'établit à 58,8%** soit une progression de 1 point de pourcentage (p.p.) sur un an. Ce niveau demeure toutefois nettement inférieur à celui observé en Union européenne (76%).

La population inactive, c'est-à-dire les personnes en âge de travailler qui ne travaillent pas et ne cherchent pas d'emploi, atteint **65,6 millions**, en quasi-stabilité, avec une progression limitée à 0,2% sur un an.

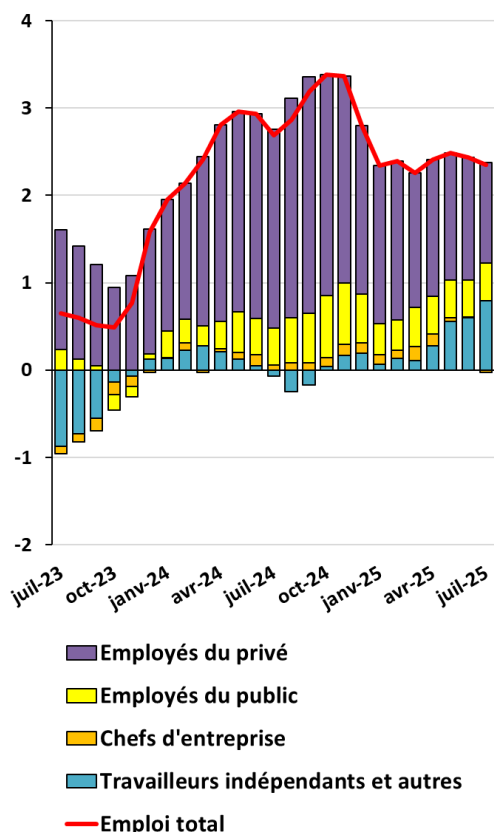
Le revenu annuel moyen du travail atteint 47 034 BRL (7 525 EUR) en juillet, en hausse réelle de 3,8% sur un an (contre 45 306 BRL un an plus tôt). **La masse salariale progresse de 6,4% en glissement annuel** pour atteindre 352 Md BRL, soit son plus haut niveau historique, ce qui soutient les perspectives de consommation des ménages.

Zoom sur les contributions par catégorie de travailleurs :

Emploi (% , g.a.) et contributions des travailleurs formels/informels (p.p.)



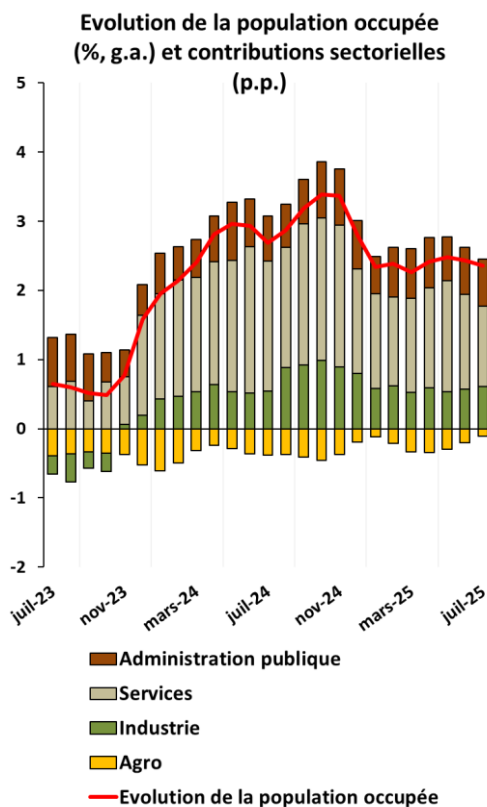
Emploi (% g.a.) et contributions par catégorie de travailleurs (p.p.)



Depuis début 2024, la dynamique de l'emploi est principalement portée par le la création d'emplois formels. En juillet, ceux-ci progressé de 3,8% en glissement annuel, tandis que l'emploi informel est resté quasiment stable (+0,1% en glissement annuel). Les travailleurs informels représentent ainsi 37,8% de la population occupée, contre 38,7% un an plus tôt.

L'emploi est également soutenu par la croissance du nombre de salariés du secteur privé, en hausse de 2,2%. Le secteur public, dont l'effet sur l'emploi s'est renforcé au cours des quatre derniers mois, affiche pour sa part une croissance de 3,5% par rapport à 2024.

Zoom sur les secteurs porteurs de l'emploi:



Le secteur des services (hors services publics) a été le principal moteur de la croissance de l'emploi en juillet, avec une hausse de +2,2% sur un an. Cette dynamique est portée par les services d'information, communication, finance et administration (+3,8% en g.a.), ainsi que dans le commerce (+2,1%). Le secteur des services, représentant près de 60% du PIB en 2024, demeure le plus grand employeur du pays, avec 53,7% des personnes occupées.

Le secteur public – administration publique, défense, sécurité sociale, santé, éducation et services sociaux – é également contribué de manière significative à la croissance de l'emploi, avec une progression de 3,7% sur un an. Selon l'IBGE, cette progression a été particulièrement soutenue par l'éducation, la préscolarisation et l'enseignement fondamental représentant environ 41% de cette hausse.

En revanche, l'emploi dans le secteur agricole baisse de 1,4% entre juillet 2024 et 2025.

Montée en puissance des investissements chinois : quelles perspectives pour le Brésil ?

Le Brésil s'est imposé en 2024 comme la troisième destination mondiale des investissements directs chinois (IDE) en flux, derrière le Royaume-Uni et la Hongrie, et la première parmi les pays émergents, selon une étude du Conseil des entreprises Brésil-Chine (CEBC). En cumul sur la période 2005-2024, le pays occupe la quatrième place, après les États-Unis, le Royaume-Uni et l'Australie.

Les flux d'IDE chinois vers le Brésil ont atteint 4,2 Md USD en 2024, en hausse record de 113% sur un an, selon les données du CEBC¹. Ce dynamisme illustre la montée en puissance de la présence chinoise dans l'économie brésilienne. Avec un stock de 53,2 Md USD² en 2023 selon la Banque centrale du Brésil, la Chine figure déjà parmi les cinq premiers investisseurs étrangers du pays et a multiplié par près de cinq son exposition en dix ans.

Cette intensification repose sur la complémentarité des deux économies : le Brésil offre un vaste marché intérieur, des ressources stratégiques et un potentiel industriel important, tandis que la Chine y trouve une base régionale pour déployer sa stratégie d'expansion internationale, notamment dans les secteurs de l'énergie, la mobilité et l'agro-industrie. Le mouvement s'inscrit aussi dans un contexte de tensions commerciales avec les États-Unis, premier investisseur étranger au Brésil, certains analystes estimant que la guerre tarifaire pourrait freiner les flux américains et ouvrir ainsi davantage d'espace aux capitaux chinois.

Historiquement, ces derniers se sont concentrés sur les grandes infrastructures énergétiques, principalement le pétrole et l'électricité, avec des acteurs de premier plan comme la CNOOC (*China National Offshore Oil Corporation*) ou encore State Grid. **En 2024, ces deux secteurs représentaient encore respectivement 34 % et 25 des flux.**

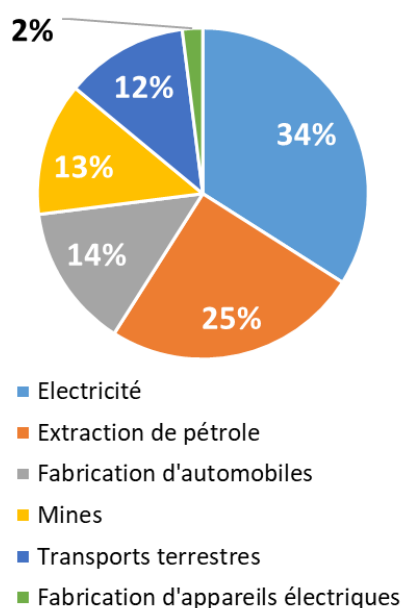
Mais, depuis 2020, les investissements tendent à se diversifier vers des projets de taille plus modeste dans des secteurs variés : technologies de l'information, industrie manufacturière, logistique, agro-industrie, énergies renouvelables et automobile. Cette diversification se traduit par des initiatives concrètes, comme le projet ferroviaire São Paulo–Campinas mené par CRRC (*China Railway Rolling Stock Corporation*) et l'entreprise brésilienne Comporte, le lancement du premier parc solaire « *greenfield* » de CGN (*China General Nuclear*) dans l'État du Ceará, ainsi que le développement d'installations de batteries au lithium et de turbines éoliennes dans le secteur des équipements électriques. **En 2024, cette dynamique s'est traduite par un record de 39 projets, en hausse de 34% sur un an.**

¹ Les données calculées par le CEBC proviennent de projets d'entreprises originaires de Chine continentale ou à participation chinoise, même si elles sont basées dans d'autres pays. Les données sont compilées à partir de plusieurs sources : presse, sites web d'entreprises, portails gouvernementaux municipaux et étatiques, ainsi

que des données fournies directement par les entreprises chinoises ou des sources confidentielles.

² Selon le critère de contrôle final des investissements (qui attribue l'IDE à la nationalité de l'investisseur contrôlant effectivement la chaîne d'investissement)

Répartition sectorielle des investissements chinois au Brésil en 2024 (% de la valeur totale, en USD)



Source : CEBC

L'automobile illustre également cette nouvelle phase d'internationalisation. Le secteur a concentré 14% des projets chinois en 2024, soit 575 M USD, et a vu s'ouvrir en 2025 deux usines majeures, celle de BYD à Camaçari (Bahia) et celle de GWM à Iracemápolis (São Paulo). A ce stade, le modèle de ces deux constructeurs repose essentiellement sur l'assemblage (« SKD » ou « CKD »³), avec l'importation de la quasi-totalité des composants depuis la Chine. Ces unités fonctionnent ainsi comme des *maquiladoras*⁴, permettant de contourner les droits de douane et de bénéficier des avantages fiscaux liés à l'assemblage local, mais génèrent peu de valeur ajoutée et ont un impact limité sur l'emploi qualifié.

BYD a investi 5 Md BRL à Camaçari, sur le site de l'ancienne usine Ford. La production y a démarré en 2025 avec des kits importés et doit atteindre une capacité de 150 000 véhicules par an

³ SKD (*Semi Knocked Down*) : les véhicules arrivent semi-démontés (par exemple, carrosserie déjà soudée et peinte), et l'usine locale fait l'assemblage final. C'est la forme la plus simple, qui génère peu d'emplois industriels et peu de valeur ajoutée locale.

CKD (*Completely Knocked Down*) : les véhicules arrivent complètement démontés, sous forme de kits de pièces.

d'ici 2026. Quelques fournisseurs, comme Continental Pneus, ont déjà été homologués, mais l'approvisionnement reste largement dominé par les importations. **À Iracemápolis, GWM a lancé la production de trois modèles (Haval H6, Poer P30 et H9) dans une usine de 50 000 véhicules par an, avec l'ambition de porter la production à 250 000-300 000 unités et l'annonce d'un centre de R&D en Amérique du Sud.** La société a déjà intégré 18 fournisseurs brésiliens et vise 60% de nationalisation de la production dans un délai de trois ans.

Les autorités brésiliennes insistent sur la nécessité que ces investissements s'accompagnent d'un véritable ancrage productif et d'une intégration des PME locales. Plusieurs leviers politiques visent cet objectif : le programme fédéral *Mover* conditionne les incitations fiscales à l'augmentation du contenu local et à l'innovation, les règles du Mercosul imposent un seuil minimal de contenu régional (environ 35%) pour bénéficier des avantages tarifaires, et les gouvernements des États, comme Bahia et São Paulo, lient leurs soutiens fiscaux et logistiques à des engagements en matière d'emplois et d'intégration locale. GWM s'est engagée à atteindre 60% de contenu national en trois ans, tandis que BYD a commencé à homologuer une centaine de fournisseurs. La concrétisation de ces promesses sera décisive pour que l'implantation chinoise se traduise en véritable moteur d'industrialisation, au-delà du rôle actuel de simples plateformes d'assemblage destinées au marché régional.

L'usine locale réalise toutes les étapes de montage (soudure, peinture, assemblage). Cela demande plus de main-d'œuvre, d'équipements et peut favoriser l'intégration progressive de fournisseurs locaux.

⁴ Des ateliers d'assemblage à faible valeur ajoutée.

Etude économique & financière

Eau et assainissement : cinq ans de transformations au Brésil, portées par la montée des PPP

Le secteur de l'eau et de l'assainissement au Brésil a connu une transformation notable depuis 2020. Plus de 6,3 millions de foyers brésiliens ont été raccordés à l'eau potable dans la période, ce qui porte la couverture nationale à 85,9%. Dans le même temps, la collecte et le traitement des eaux usées se sont étendus à 12,9% de foyers supplémentaires, atteignant désormais 69,9% des ménages. Ces avancées rapprochent le pays de l'objectif de l'universalisation en 2033 et traduisent déjà des effets concrets sur la vie quotidienne d'une partie de la population. C'est ce que met en évidence le rapport « Panorama 2025 », publié par l'*Associação Brasileira das Concessionárias Privadas de Serviços Públicos de Água e Esgoto* (ABCON, créée en 1996 et regroupant les principales entreprises privées du secteur) et par le *Sindicato Nacional das Concessionárias Privadas de Serviços Públicos de Água e Esgoto* (SINDCON, syndicat patronal de la filière).

Le moteur de cette dynamique a été l'adoption, en juillet 2020, d'un nouveau cadre juridique spécifique au secteur (*Marco Legal do Saneamento*), qui a fixé pour objectif qu'à l'horizon 2033, 99% de la population ait accès à l'eau potable et 90% à un service d'assainissement. Pour y parvenir, la loi a instauré une harmonisation réglementaire confiée à l'Agence nationale de l'eau et de l'assainissement (ANA), encouragé la régionalisation des services, en conditionnant la participation des opérateurs à la

démonstration de leur capacité économique et financière. Elle a également ouvert le marché à davantage de concurrence par le biais de concessions et de partenariats public-privé (PPP).

C'est dans ce contexte que la participation privée s'est développée rapidement. En août 2025, 1 820 municipalités, soit 32,7% du total, bénéficiaient d'une gestion privée ou d'un partenariat public-privé, contre seulement 291 en 2019. Cette progression de 525% illustre l'ampleur des changements en cours et la confiance accordée aux contrats issus d'appels d'offres. À ce rythme, une ville brésilienne sur deux pourrait être couverte par ce type d'arrangement d'ici 2026.

Les investissements se sont intensifiés. Entre 2020 et 2023, le secteur a mobilisé 84 Md BRL (13,4 Md EUR), dont 24,7 Md en 2023, soit le montant le plus élevé jamais enregistré. La part du privé dans ces flux est passée de 15,1% à 27,3% en trois ans. En moyenne, les opérateurs privés investissent 75% de plus que le reste du secteur pour chaque nouveau raccordement au réseau d'eau ou d'assainissement.

L'amélioration de l'inclusion sociale constitue un axe central du nouveau cadre juridique. Entre 2019 et 2023, le nombre de familles bénéficiant du tarif social – un mécanisme de réduction sur les factures d'eau et d'assainissement pour les ménages à faibles revenus – a augmenté de 60%, passant de 2,58 à 4,12 millions de résidences. Dans les zones opérées par le privé, la progression atteint 587%. Le rapport souligne que cette politique, désormais obligatoire, contribue à réduire les barrières financières d'accès aux services essentiels. **L'impact est particulièrement marqué parmi les foyers les plus vulnérables.** Plus de 674 000 ménages disposant d'un revenu inférieur à un demi-salaire minimum par personne ont obtenu l'accès à l'eau et 1,2 millions à l'assainissement entre 2019 et 2023. **L'amélioration du taux de branchement**

dans cette catégorie est six fois supérieure à la moyenne nationale, signe d'un rattrapage social en cours.

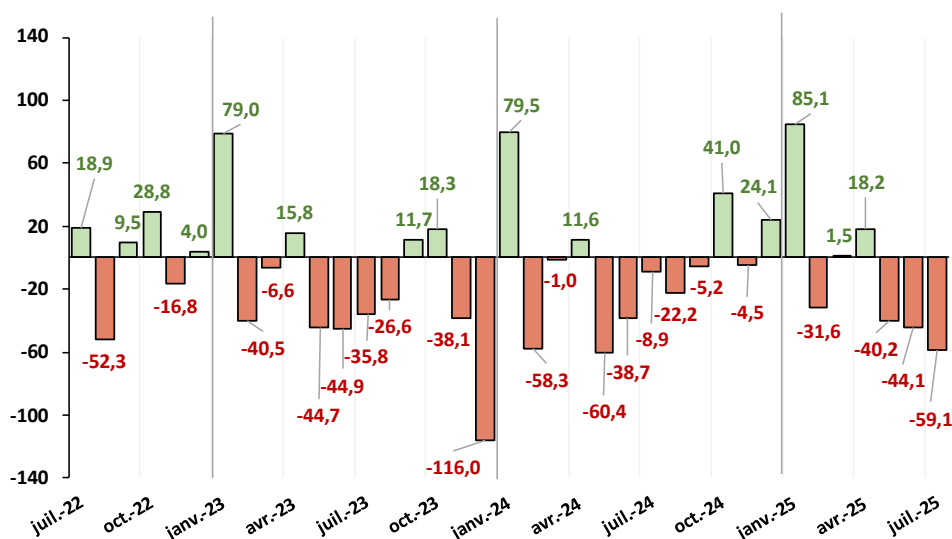
Sur le plan environnemental, les gains sont également significatifs. Entre 2020 et 2023, 19,1 Md de m³ d'eaux usées ont été traités, soit l'équivalent de 5,6 millions de piscines olympiques de pollution évitée chaque année. L'objectif pour 2033 est de traiter plus de 14 Md de m³ par an, afin de renforcer la protection des ressources hydriques.

Enfin, les retombées économiques dépassent le seul secteur de l'assainissement. Au niveau national, l'emploi formel dans le secteur a progressé de 21% depuis 2019, la rémunération moyenne a augmenté de 11,5% en termes réels et la production industrielle liée aux équipements d'assainissement a bondi de près de 98%. Le rapport souligne que chaque projet stimule fortement l'activité dans la construction, la logistique, les technologies et les services environnementaux.

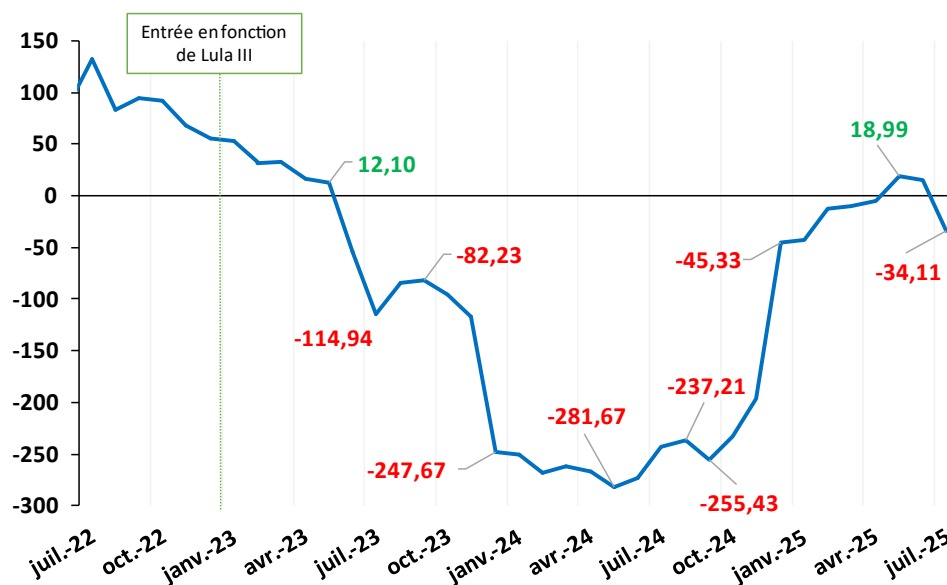
* * *

Graphiques de la semaine

Résultat primaire mensuel du gouvernement central (en Md BRL)



Résultat primaire mensuel du gouvernement central cumulé sur 12 mois (en Md BRL)



Source : Trésor National brésilien

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Pôle macroéconomie et finances - Service économique régional de Brasilia.

Rédaction : Rafael Cezar (Conseiller financier) et Célia Devant-Perrotin (Adjointe au Conseiller financier).

Abonnez-vous : celia.devant-perrotin@dgtresor.gouv.fr